

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 13 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



CHARDOT TP

4 rue des Roises

BP 20111

55 200 Commercy

Références : DT/84-2023

Code AIOT : 0006203729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2022 dans l'établissement CHARDOT TP implanté : La Petite Fin – 55 190 Ménil-la-Horgne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite sur site a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2022 et de l'action nationale dédiée à la vérification du plan de gestion des déchets inertes (PGD).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARDOT TP
- La Petite Fin – 55 190 Ménil-la-Horgne
- Code AIOT : 0006203729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHARDOT TP exploite sur le territoire de la commune de Ménil-la-Horgne une carrière à ciel ouvert de calcaire, pour une production annuelle maximale fixée à 400 000 tonnes.

Les matériaux extraits sur le site sont utilisés majoritairement sur des chantiers réalisés par la société, qui dispose de matériels de travaux publics.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets inertes
- Garanties financières
- Plan de surveillance des émissions de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de gestion des déchets - rédaction et révision	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Lettre de suite	1 mois
14	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 19.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
3	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21 décembre 2009, article 1.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions en lien avec le plan de gestion des déchets inertes sont bien maîtrisées par l'exploitant, même si le document en tant que tel n'a pas fait l'objet d'une transmission officielle à la Préfecture.

En ce qui concerne la mise en place du plan de surveillance des retombées de poussières, l'exploitant a admis avoir confondu le contrôle réalisé sur les émissions de poussières au titre du code du travail, avec celui devant être réalisé en application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets - rédaction et révision

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets (PGD) "d'extraction" résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.
Constats : L'exploitant a bien présenté un PGD lors de la visite, toutefois la mention "document de travail" figure sur ce dernier. C'est donc cette version "martyre" qui a été examinée dans le cadre du contrôle. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre en Préfecture le PGD finalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Les déchets inertes recensés sur le site sont les suivants : - Terres végétales non polluées, correspondant à la découverte de la carrière, - 01 04 09 : déchets provenant du traitement des matériaux (sables et argiles). Ces types de déchets sont dispensés de caractérisation au titre de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Par ailleurs, les déchets inertes mis en oeuvre sur le site ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage, car ils sont utilisés à des fins de remise en état ou à vocation d'aménagement liés au processus d'extraction des matériaux (merlons et réaménagement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le site ne disposant pas de zone de stockage de catégorie A, cette disposition ne s'applique pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La visite des secteurs réaménagés et en cours de réaménagement de la carrière, ainsi que des zones temporaires des matériaux inertes n'a pas permis de constater de désordre physique, de pollution induite, et de carence de gestion ou d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Bien que les déchets inertes mis en œuvre sur le site ne soient pas concernés par les dispositions spécifiques au stockage, l'exploitant est en capacité de suivre les quantités produites de stériles, car celles-ci sont directement en lien avec le volume de production de la carrière. Pour l'année 2021, la quantité produites de déchets inertes s'est élevée à 44 000 tonnes. Les caractéristiques des déchets inertes et les volumes utilisés sont par ailleurs renseignés dans la base GEREPA dédiée à la déclaration des émissions polluantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite un plan topographique daté du 13 décembre 2022. Celui-ci ne matérialise pas de zone de stockage, puisque les déchets inertes mis en oeuvre sur le site ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : S'agissant de la caractérisation, les déchets inertes résultant du fonctionnement de la carrière (01 04 09) en sont dispensés au sens de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières. En ce qui concerne les quantités totales de déchets inertes calculées sur la durée d'exploitation de la carrière, celles-ci sont mentionnées dans le PGD du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le plan de gestion précise et matérialise les lieux de réutilisation pour les différents types de déchets inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD précise, d'une part, les phases d'exploitation/traitement qui génèrent les déchets inertes, et d'autre part, les modalités de valorisation de ces derniers en fonction de leur type.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD présente des informations par rapport aux éventuels impacts des déchets sur l'environnement et la santé humaine. Ces informations sont déclinées sur les aspects Eau, Sol, Air et Salubrité publique. Il décrit également les moyens de prévention pour réduire les impacts en fonction des aspects précités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD apporte des éléments en ce qui concerne les procédures de contrôle et de surveillance mises en place pour les différents aspects (Eau, Sol, Air, Salubrité publique). En ce qui concerne l'aspect salubrité publique, il a été demandé à l'exploitant d'apporter des précisions par rapport à la mention générique : "dans le cadre de la surveillance globale du site".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : La visite sur site a permis de constater que les zones de destination/utilisation des déchets inertes correspondaient à celles mentionnées dans le PGD, en fonction des types de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21 décembre 2009, article 1.6.4
Thème(s) : Autre, Renouvellement acte de cautionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation, ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins six mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.
Constats : Lors de la visite, le 14 décembre 2022, il a été demandé expressément à l'exploitant de procéder au renouvellement de l'acte de cautionnement couvrant les garanties financières de la carrière, puisque l'échéance de ce dernier était fixée au 20 décembre 2022. L'exploitant a contacté le jour même l'organisme bancaire se portant caution, afin de demander l'actualisation/renouvellement dudit acte. Le document a été transmis en Préfecture le 26 décembre (acte daté du 21 décembre) ; il prend effet à compter du 21 décembre 2022 et expire le 20 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.
Constats : Dans le cadre du contrôle, il est apparu que les dernières analyses réalisées sur les poussières en date du 23 août 2019, étaient en lien avec avec la réglementation relative aux travailleurs prévue par le code du travail, et non celles du code de l'environnement. Bien que l'exploitant ait communiqué le jour même à l'inspection des installations classées une proposition technique et financière (ENCEN) relative à la rédaction d'un plan de surveillance des émissions de poussières, le site ne dispose pas à ce jour d'un réseau de suivi des retombées de poussières dans l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois